

PREFET DE LA REGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

**ARRÊTÉ**

**portant décision d'examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement :**

**Projet de défrichement pour la création d'une zone d'activités économiques (ZAE) sur la commune  
de Chilly le Vignoble (39)**

La préfète de la région Bourgogne-Franche-Comté,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2012 du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° FC-2016-504 relative au projet de défrichement pour création d'une zone d'activités économiques sur la commune de Chilly le Vignoble (39), reçue le 11 mai 2016 et portée par M. Jacques PELISSARD -Espace Communautaire Lons Agglomération ;

Vu l'arrêté de la préfète de région n° 16-12 BAG du 4 janvier 2016, portant délégation de signature à M. Thierry Vatin, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 2 juin 2016 ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires du 3 juin 2016 ;

**Considérant :**

**1. la nature du projet,**

qui consiste en un projet de défrichement de 1,1 ha en vue de la création d'une ZAE sur la commune de Chilly le Vignoble (39) ; ce projet de zone d'aménagement concerté ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale, ainsi que d'un avis de l'autorité environnementale en date du 26 juin 2015 ;

qui relève :

de la rubrique 51 a/ du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets de défrichement soumis à autorisation et portant sur une superficie de plus de 0,5 hectares et inférieure à 25 hectares ;

**2. la localisation du projet,**

en dehors de périmètre de connaissance ou de protection de la biodiversité, de zones humides répertoriées, ou de zonages réglementaires relatifs aux risques naturels ;

en dehors de périmètre de protection rapprochée de captages d'alimentation en eau potable ;

### 3. les impacts non notables sur l'environnement et la santé humaine, compte tenu :

du fait que la surface du projet de défrichement est limitée à 1,1 ha ;

du fait que le défrichement ne soulève pas d'enjeu environnemental particulier qui ne serait encadré dans le cadre de la procédure de ZAC ou des autorisations environnementales nécessaires pour ce projet ;

**Arrête :**

#### Article 1<sup>er</sup>

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de défrichement de 1,1 ha pour la création d'une ZAE n'est pas soumis à étude d'impact ;

#### Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis ;

#### Article 3

Cette décision sera mise en ligne sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Fait à Besançon, le **1<sup>er</sup> JUIN 2016**

Pour la Préfète et par délégation  
Le directeur régional

Le Directeur Adjoint

  
Hugues DOLLAT

#### Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique), ainsi que d'un recours contentieux.

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Madame la Préfète de région Bourgogne-Franche-Comté  
DREAL Bourgogne-Franche-Comté  
TEMIS, 17 E rue Alain Savary  
BP 1269  
25005 Besançon cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Madame la Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
CGDD/SEEIDD  
Tour Sequoia  
92055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé à :

Tribunal administratif de Besançon  
30 rue Charles Nodler  
25044 Besançon cedex 3